



CIA et BND impliqués dans l'espionnage international

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 05 juin 2020

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

L'opération Rubicon a été mise en route par Berlin et Washington pour écouter tous les pays du monde et toutes les personnes ciblées. Cette affaire dévoile la question de la dépendance des services secrets d'un État mais aussi la souveraineté politique de ces derniers. C'est par la chancelière allemande que le scandale a pris une tournure brisante.

En 2013, un scandale secoue l'Allemagne et ébranle Angela Merkel. Ses services avaient auparavant fait la promotion par voie de presse de la qualité exceptionnelle de son portable qu'il était impossible d'écouter. C'était aux États-Unis l'époque de la gouvernance démocrate avec Barack Obama. Une période glaciaire a alors menacé les relations germano-américaines. Les services secrets américains surveillaient apparemment non seulement le téléphone portable de la chancelière Angela Merkel, mais utilisaient déjà également l'ambassade US à Berlin comme poste d'écoute. Angela Merkel a souvent dit qu'elle supposait déjà que ses appels pouvaient être mis sur écoute mais elle pensait alors à des pays comme la Chine ou la Russie mais pas au camp ami de Washington. Ce fut un choc brutal et le monde commençait à obtenir des informations sur les actions de la NSA et des écoutes.

L'affaire des écoutes et de la NSA a ébranlé les certitudes de la politique allemande. Même la CSU, un fidèle ami de Washington, a remis ouvertement en question l'accord de libre-échange transatlantique. « Espionner des amis, ce n'est pas possible », avait déclaré la chancelière Angela Merkel lors d'un sommet de l'UE à Bruxelles et rajouté : « Maintenant, la confiance doit être rétablie ».

Il y a peu de temps, Berlin semblait avoir une confiance ferme dans les services secrets de l'allié américain. En Allemagne, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les États-Unis, surtout dans le camp de la CDU et de la CSU mais plus généralement dans la population, surtout dans les anciens Länder, sont l'ami fidèle et protecteur du bien être du peuple allemand. Cette affaire a ébranlé profondément cette confiance et remis en cause cette certitude dans les sphères politiques et dans le peuple, expliquant notamment l'émergence de mouvements patriotiques (AfD fondée en 2013, Die Montagsdemos, Pegida, Die Reichsbürger) dénonçant les États-Unis, ce qui est nouveau en Allemagne, comme un pouvoir occupant le pays. Mais, curieusement les protestations surtout dans les hautes sphères de la politique ont été étouffées dans l'œuf, laissant le peuple continuer seul à tenter de reprendre avec très peu de moyens une indépendance de sa politique.

La raison de ce silence et de l'arrêt des poursuites du politique allemand contre l'attaque américaine par l'espionnage des conversations secrètes des politiques allemands des plus

hauts gradés est dû à la révélation de l'opération Rubicon. L'affaire a révélé la trahison de l'ami américain envers l'Allemagne mais aussi la trahison à un vaste niveau de l'Allemagne et de Washington envers le monde libre, envers leurs alliés mais envers d'autres Nations.

Des journalistes allemands de la *ZDF*, du *Zeit*, et américains du *Washington Post* ont [révélé](#) que les services secrets allemands, BND, et américains, CIA, ont acheté en 1971 la société Crypto AG via un fonds du Lichtenstein. Et cette opération conjointe a été baptisée Rubicon. Les deux services secrets ont donc utilisé une société écran officiellement opérant en Suisse en terrain neutre faisant la promotion de la garantie du secret des données stockées pour leurs clients. « Parmi ses clients – les deux rivaux, le Pakistan et l'Inde, des juntes militaires latino-américaines, l'Argentine, l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Autriche, la Turquie, la Libye, la Grèce, le Qatar, le Japon, la Corée du Sud et même le Vatican », comme *Observateur Continental* [l'écrivait](#) en février dernier.

De facto, ces clients très spéciaux (chefs d'État, organisations secrètes d'État ou des sociétés privées) ont tous payé de leur poche un argent à un prix très élevé pour que leurs informations, devant rester secrètes, se retrouvent au final entre les mains de la CIA et du BND. Les services secrets allemands étant impliqués dans ce montage d'écoute international, Angela Merkel et les responsables politiques de Berlin et d'Allemagne ont été obligés de se taire au risque de voir d'autres révélations très compromettantes sortir dans les média dès 2013. Cependant cette affaire a provoqué un scandale en Allemagne et aussi ébranlé la justice et la constitution de l'État allemand. La Cour constitutionnelle fédérale (Bundesverfassungsgericht) a [entamé](#) une procédure contre le BND qualifiant les services allemands d'avoir violé la constitution allemande (Grundgesetz). Au-delà, le BND a trahi le politique allemand en travaillant avec la CIA mais aussi ses alliés de l'Otan.

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2020

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca